

# La Belgique rêvée d'Etienne de Callataÿ: "Exit les actuelles communautés"

La Libre - Raphaël Meulders - 02 janvier 2020

Extraits

Article complet pour les abonnés

<https://www.lalibre.be/belgique/societe/la-belgique-revee-d-etienne-de-callatay-exit-les-actuelles-communautés-5e0cd8389978e272f98ae062>

Etienne de Callataÿ n'a aucun doute : selon lui, la structure actuelle de la Belgique n'est "pas optimale". "La place des communautés pose question, et surtout celle de la communauté française qu'il faudrait supprimer", explique l'économiste. À la place des communautés, M. de Callataÿ imagine ainsi une Belgique à "quatre régions" : la Flandre, la Wallonie, Bruxelles et la région germanophone. "C'est une idée qui commence à percoler à gauche et à droite. Il y a différents avantages à cette nouvelle structure. Cela permet notamment d'échapper à cette confrontation permanente entre deux grandes communautés, les Flamands contre les francophones. Quand on a davantage de régions, c'est plus facile. En Allemagne, on ne va jamais dire que c'est la Bavière qui est toujours contre la Westphalie, par exemple. On pourrait ainsi avoir des coalitions dynamiques : Bruxelles qui serait une région à part entière avec son propre enseignement bilingue, pourrait tantôt pencher vers la Flandre ou vers la Wallonie. On éviterait de systématiquement diaboliser le point de vue de l'autre."

Dans ce système, exit donc les actuelles communautés. "Je vais vous choquer, mais je n'aime pas ce lien francophone entre Bruxelles et la Wallonie, et ce, pour une question d'éthique. Je n'aime pas qu'on définisse les gens par la langue qu'ils parlent car on sous-entend qu'ils sont différents. En Belgique, on est dans une logique de ségrégation, pas loin de celle d'apartheid, comme c'était le cas en Afrique du Sud. Le partage sur base géographique n'est, au contraire, pas une donnée personnelle : vous êtes là où vous êtes."

## **Une "insulte pour les Flamands"**

L'ancien économiste en chef de la banque Degroof va un pas plus loin. "Je ne crois pas à la solidarité entre les Wallons et les Bruxellois, et il n'y a d'ailleurs pas lieu d'avoir un lien particulier entre les deux régions. Il faut y renoncer." Cette décision serait aussi stratégique. "En supprimant ce lien, les Flamands accepteraient plus facilement que Bruxelles soit une région à part entière. Aujourd'hui, ils ont peur que Bruxelles et la Wallonie s'unissent contre eux."

L'idée, évoquée par certains, d'installer une sorte de "corridor" entre les deux régions du sud du pays est ainsi vue comme une "insulte qui ne porte pas son nom" pour les Flamands. "Cela fait curieusement penser à Berlin et donne l'idée que la Flandre voudrait asphyxier la capitale. Et puis, annexer Rhode-Saint-Genèse ne va pas empêcher la Flandre de faire passer les avions au-dessus de Bruxelles. Il faut protéger toutes les minorités là où elles sont, mais le combat du francophone de la périphérie ne m'a jamais excité. Pourquoi un habitant de Wemmel devrait avoir plus de privilèges qu'un autre d'une commune à côté ? Soyons souples, à l'heure des Google translate, avoir des formulaires en français ne devrait pas être un problème."

Dans le même souci d'apaisement avec le nord du pays, M. de Callataÿ estime que parler aujourd'hui d'un élargissement de Bruxelles est une "mauvaise idée". "Mais il faut accepter, intellectuellement, qu'un jour on reparlera des frontières de la Région-Capitale." Car cette nouvelle Belgique version de Callataÿ passera par un meilleur traitement de Bruxelles. "La loi de financement de 1989 a été votée au détriment de Bruxelles. Financer les régions sur la base de l'IPP des personnes là où elles dorment et non là où elles travaillent est un principe qui est contraire à la logique de tous les traités internationaux."

### **"Pas très raisonnable"**

Un autre "signal fort" qu'on pourrait donner à "nos amis néerlandophones" est de transférer des compétences des communes à la Région bruxelloise, selon l'ancien chef de cabinet adjoint de Jean-Luc Dehaene (CD&V). "Je ne trouve pas efficace que chaque commune de la capitale ait son échevin ou sa maison de la culture... Ce n'est pas très raisonnable comme gestion des deniers publics. Il faut aussi moins de parlementaires dans la capitale."

Faut-il aussi une seule zone de police à Bruxelles ? "A priori oui, mais regardons comment à l'étranger, une ville d'une taille semblable à notre capitale organise sa police."

M. de Callataÿ l'admet : il n'est pas un grand fan du principe de subsidiarité. "Je ne suis pas à penser que plus on est proche du citoyen, mieux c'est. Cela peut conduire à des particularismes où l'on ne voit plus l'intérêt général par simple souci électoral local. Je crois qu'il faut donner le pouvoir au plus élevé possible, même si c'est idéaliste aujourd'hui de penser qu'on va donner un maximum de compétences au fédéral."

M. de Callataÿ estime toutefois qu'il y a un point positif au fait de transférer des compétences au niveau des régions. "Il y a un aspect d'émulation, d'expérimentation qui me plaît. Chaque région décline sa politique à sa manière

et on voit ce qui marche. On s'inspire de l'autre. Bruxelles a été en pointe sur la fiscalité immobilière et la Flandre a suivi, par exemple. C'est du fédéralisme intelligent même si ce système peut aussi avoir des effets pervers, notamment en termes de concurrence fiscale non souhaitable pour l'équité et l'efficacité économique."

### **"Ne pas avoir peur du débat"**

Sur certains dossiers tendus, comme celui du survol de Bruxelles, notre interlocuteur plaide pour la consultation de comités composés d'experts internationaux pour trancher. "La Flandre refuse l'évidence : on ne peut pas faire voler des avions la nuit au-dessus d'une ville peuplée comme Bruxelles. Le nord du pays a commis une grave erreur en faisant passer des intérêts économiques personnels avant des intérêts de santé publique. C'est inacceptable. On le voit aussi avec les entreprises chimiques installées au port d'Anvers : la Flandre est peu regardante sur le plan environnemental pour garder un bien-être matériel."

(...)